

La FP2E et la belle action "l'eau en campagne"



La FP2E a lancé ce matin une belle action : "l'eau en campagne". L'idée est simple : à l'occasion de la présidentielle 2017, des professionnels de l'eau font un point concret et prennent des engagements.

L'eau est au centre de défis d'actualité : le réchauffement climatique mais aussi le sujet d'une relance éventuelle de la commande publique.

La FP2E évoque notamment : "...La Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau appelle l'attention des candidats à l'élection présidentielle et des futurs législateurs sur les défis majeurs en matière de politique de l'eau : la résorption de la fracture territoriale, la transition écologique, la bonne utilisation de l'argent public, la relance des investissements comme levier d'emploi, les questions de sécurité liées à l'eau.

La FP2E formule 10 propositions concrètes et prend 10 engagements pour améliorer collectivement les services d'eau et d'assainissement dans l'ensemble de leurs dimensions : sanitaire, environnementale, sociale, économique. Pour une filière de l'eau solide, compétitive, protectrice de l'environnement, créatrice d'emplois locaux et d'innovations. Pour que la France reste une vitrine de ces savoir-faire reconnus et enviés.

Parmi ces propositions, apparaissent particulièrement :

- En finir avec des services d'eau à deux vitesses
- Préserver les milieux aquatiques des pollutions émergentes
- Adapter les services d'eau à la transition écologique
- Prémunir des inondations les citoyens exposés

Il faut bien avoir conscience que le secteur de l'eau en France n'est pas un segment de marché comme les autres. C'est un domaine où la France a valeur de référence internationale. Mais cette valeur est aujourd'hui menacée. La "loi Brottes" est destructrice du mécanisme "l'eau paye l'eau" puisque les impayés ont pris un TGV de croissance. Et dans le même temps, la commande publique chute pour assurer la seule maintenance des réseaux. Or, les entreprises de l'eau opèrent sur un secteur dynamique porté par les enjeux essentiels de l'environnement, ce qui devrait impliquer une politique publique volontariste en faveur d'un secteur qui présente un actif considérable de la part des entreprises :

- Des dépenses de formation (4,6% de la masse salariale) supérieures à la moyenne du secteur des services
- Une place prépondérante accordée à la professionnalisation et à l'apprentissage (ces contrats concernent 4,2% des effectifs totaux, ce qui place notamment opérateurs privés au-dessus de la moyenne du secteur des services pour l'apprentissage)
- La stabilité de l'emploi, avec un taux de CDI de près de 94%, et le plus faible taux de turn-over du secteur des services
- Des actions fortes en matière de santé/sécurité/prévention, se traduisant par des taux de fréquence et de gravité des accidents du travail extrêmement bas

Chaque année, les entreprises de l'eau recrutent plusieurs milliers de personnes, concernant pour l'essentiel les moins de 26 ans ; des efforts significatifs sont par ailleurs réalisés en faveur de l'emploi des seniors.

Des recrutements qui ont un « effet d'entraînement » dans l'économie locale : 1 emploi chez les opérateurs privés génère 1,4 emploi induit supplémentaire (sous-traitance, achats d'exploitation, investissements, salaires...).

Ces métiers concernent toute la gamme des activités d'une entreprise.

Mais 4 caractéristiques sont liées au secteur :

- 1) ce sont des métiers à forte perspective de carrières compte tenu de la place croissante à venir de « l'économie verte »,
- 2) ces métiers nécessitent une forte implication individuelle car à haute responsabilité compte tenu de l'impact lourd éventuel d'une insuffisance,
- 3) sur le terrain, ils permettent de vivre en même temps des activités à forte relation humaine (contacts avec les usagers), souvent dans la nature et en utilisant des technologies en permanente progression,
- 4) ce sont des emplois non délocalisables puisqu'ils reposent sur un service de proximité.

Ce plan "l'eau en campagne" offre une chance considérable pour revenir positivement sur des rendez-vous qui ont été tristement manqués par les pouvoirs publics ces dernières années.